

Manifestation parallèle organisée par l'Organisation internationale pour les migrations et l'Institut africain de développement économique et de planification

# Financement du développement de l'Afrique par des mécanismes durables et innovants : partenariats public-privé, cryptomonnaies, envois de fonds et investissements de la diaspora

## Contexte

L'économie mondiale connaît des crises profondes et des inégalités croissantes entre les pays et au sein de chacun d'eux, ce qui amplifie les différences sociales et politiques existantes et bouleverse les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Face à ces défis, les pays africains doivent envisager d'adopter des politiques novatrices concernant la fiscalité et la redistribution de la richesse, le commerce et les droits de douane, les migrations et les envois de fonds, et l'économie numérique. Même si le financement intégré du développement durable demeure rudimentaire, les pays africains ont lancé dans cette optique plusieurs initiatives conformes au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Des efforts sont aussi déployés au sein du système des Nations Unies pour mobiliser des financements innovants en vue du redressement économique après la pandémie.

De même, des entreprises contribuent à modifier la façon dont la durabilité est comprise en Afrique, et ce changement de mentalité peut être conforté par des initiatives de responsabilité sociale des entreprises. Les partenariats public-privé, lorsqu'ils sont bien conçus et mis en œuvre dans un cadre réglementaire équilibré, contribuent à améliorer l'efficacité et la durabilité des infrastructures et des services publics.

Le financement du développement peut aussi être élargi en recourant à des instruments non traditionnels tels que les cryptomonnaies et la technologie de la chaîne de blocs.

L'Afrique est un bénéficiaire net d'envois de fonds, qui représentent 65 % du revenu des ménages concernés<sup>1</sup>. Elle est aux prises avec l'aggravation de la crise de la dette et dépend de l'aide extérieure pour assurer le financement de ses dépenses, mais une augmentation des envois de fonds et des investissements de la diaspora pourrait considérablement renforcer la résilience financière, comme ce fut le cas lors de la pandémie de coronavirus (COVID-19)<sup>2</sup>. Les décideurs politiques pourraient orienter les flux d'envois de fonds vers des initiatives de développement durable, ce qui en ferait une source importante et indispensable de financement du développement. Les effets positifs des envois de fonds peuvent être amplifiés par la bonne gouvernance, un contexte macroéconomique favorable et un climat des affaires propice aux investissements productifs<sup>3</sup>.

## Objectif

L'objectif principal est de bien informer les participants et de chercher de nouveaux moyens d'exploiter le potentiel de financement du développement.

<sup>1</sup> L'Algérie, l'Égypte, le Ghana, le Maroc, le Nigeria et le Sénégal en sont les principaux bénéficiaires (Claudia Natali et Leon Isaacs, «Remittances to and from Africa», dans *Africa Migration Report : Challenging the Narrative*, Organisation internationale pour les migrations (Addis Abeba, 2003), p.119.

<sup>2</sup> Banque mondiale, *Recovery : COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*, Migration and Development Brief 35 (novembre 2021).

<sup>3</sup> Fonds d'équipement des Nations Unies, «Exploratory paper : mechanisms for diaspora finance», (New York, 2021), p.10. Disponible à l'adresse : [https://migrantmoney.uncdf.org/wp-content/uploads/2021/11/20210903-Mechanisms-Diaspora-Finance-2\\_Pr3Final.pdf](https://migrantmoney.uncdf.org/wp-content/uploads/2021/11/20210903-Mechanisms-Diaspora-Finance-2_Pr3Final.pdf).

Les participants débattront des tendances, des défis et des possibilités qui sont liés aux options de financement du développement durable, en particulier les instruments financiers innovants tels que les partenariats public-privé, les cryptomonnaies, les envois de fonds et les investissements de la diaspora. Ils examineront l'utilisation d'un indice de performance durable pour évaluer la contribution des entreprises au développement durable sur la base de trois dimensions (environnementale, sociale et de gouvernance) ainsi que la satisfaction des parties prenantes, ce qui permettra de tirer des conclusions pertinentes pour une entreprise et/ou un pays donné<sup>4</sup>. Enfin, ils partageront leurs expériences et présenteront des recommandations clés relatives à la création d'un cadre politique et réglementaire favorable.

## Résultats escomptés

Les participants sauront :

- Comprendre et identifier clairement les défis du financement du développement au moyen d'instruments financiers innovants.
- Réfléchir à la manière d'exploiter les partenariats public-privé, la technologie de la chaîne de blocs, les envois de fonds et les investissements de la diaspora pour accélérer le financement du développement.
- Explorer les possibilités et les défis liés aux services financiers formels et réglementés destinés aux migrants dans les pays d'origine et de destination.
- Produire un ensemble concret d'options de politiques et de recommandations pour promouvoir

des instruments financiers innovants, mettre en place des plateformes numériques, favoriser l'innovation sans exclusive et développer des partenariats avec les migrants et les communautés de la diaspora.

## Public cible

- Fonctionnaires des ministères des finances, de la planification économique, du travail et des affaires sociales ; des banques centrales et nationales ; des entités responsables de l'innovation et des infrastructures ; des bureaux de l'immigration ; et d'autres autorités nationales compétentes.
- Organisations de la diaspora, partenaires sociaux et représentants du secteur privé.
- Experts, responsables de la réglementation et décideurs des plateformes mondiales de finance numérique et des milieux universitaires.
- Fonctionnaires des institutions panafricaines, des communautés économiques régionales et des partenaires internationaux.

### Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Institut africain de développement économique et de planification : Mamadou Cissé, Responsable de la formation, [mamadou.cisse@un.org](mailto:mamadou.cisse@un.org); Mbathio Samb, Attaché de recherche, [samb1@un.org](mailto:samb1@un.org)

Organisation internationale pour les migrations : Kachi Madubuko, Spécialiste des politiques migratoires, [kmadubuko@iom.int](mailto:kmadubuko@iom.int) ; Selamawit Haile, Attachée de politique et de liaison, [sehaile@iom.int](mailto:sehaile@iom.int)

<sup>4</sup> Voir <http://spiscore.com/home>.